



PREMIER TRIMESTRE DE 2013 COMMUNIQUÉ PORTANT SUR LES RÉSULTATS

LA BANQUE ROYALE DU CANADA DÉCLARE SES RÉSULTATS POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE 2013

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*. Notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2013 et notre information financière complémentaire sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/investisseurs.

TORONTO, le 28 février 2013 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 2 070 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2013, soit un résultat en hausse de 215 millions, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent, et en hausse de 159 millions, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent. Ce résultat reflète le bénéfice record des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine, ainsi que le solide rendement du secteur Marchés des Capitaux.

« RBC a poursuivi sur sa lancée avec un bénéfice de plus de 2 milliards de dollars au premier trimestre, qui reflète la solide croissance de la plupart des secteurs d'activité ainsi que la gestion efficace et disciplinée des coûts », a déclaré M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction de RBC. « Nous sommes d'avis que notre solidité financière et notre position concurrentielle avantageuse nous permettront de bien composer avec les conditions difficiles qui persistent dans notre secteur et de continuer à consolider notre position de chef de file au Canada, tout en accroissant nos activités à l'échelle mondiale de manière sélective. Nous sommes par ailleurs heureux d'annoncer aujourd'hui une hausse de 5 % de notre dividende trimestriel. »

Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012

- Bénéfice net de 2 070 millions de dollars (en hausse de 12 % par rapport à 1 855 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,36 \$ (en hausse de 0,14 \$ par rapport à 1,22 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 19,6 % (en baisse par rapport à 19,7 %)
- Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie de 9,3 %, calculé en vertu de l'accord de Bâle III

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

- Bénéfice net de 2 070 millions de dollars (en hausse de 8 % par rapport à 1 911 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,36 \$ (en hausse de 0,11 \$ par rapport à 1,25 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 19,6 % (en hausse par rapport à 18,7 %)

Annnonce d'une hausse de 0,03 \$, ou 5 %, de notre dividende trimestriel pour atteindre 0,63 \$ par action.

Rendement au premier trimestre de 2013 par secteur d'exploitation

Le bénéfice net du secteur **Services bancaires aux particuliers et aux entreprises** s'est élevé à 1 120 millions de dollars, soit un résultat record en hausse de 108 millions, ou 11 %, par rapport à l'exercice précédent, qui reflète la solide croissance des volumes de 7 % dans l'ensemble de nos activités au Canada, neutralisée en partie par la compression des écarts. Nous avons par ailleurs enregistré un levier d'exploitation positif de 2,6 % dans le secteur Services bancaires canadiens. Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a augmenté de 86 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, la baisse saisonnière des coûts et la solide croissance des volumes dans l'ensemble de nos activités au Canada, facteurs neutralisés en partie par la compression des écarts.

Le bénéfice net du secteur **Gestion de patrimoine** s'est établi à 233 millions de dollars, soit un résultat record en hausse de 45 millions, ou 24 %, par rapport à l'exercice précédent, qui tient principalement à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant des ventes nettes et de l'appréciation du capital, à l'accroissement des volumes de transactions reflétant l'amélioration des conditions du marché, et à l'augmentation des honoraires liés au rendement semestriels. Comparativement au dernier trimestre, le bénéfice net a augmenté de 26 millions de dollars, ou 13 %, en raison essentiellement de la comptabilisation, ce trimestre, d'honoraires liés au rendement semestriels, de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'augmentation des volumes de transactions. Les charges ont augmenté comparativement à l'exercice et au trimestre précédents, en raison principalement de la hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats.

Le bénéfice net du secteur **Assurances** s'est élevé à 164 millions de dollars, en baisse de 26 millions, ou 14 %, par rapport à l'exercice précédent, car l'exercice précédent tenait compte de profits nets sur placement ainsi que d'un nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni. Comparativement au dernier trimestre, le bénéfice net a reculé de 30 millions de dollars, ou 15 %, en raison principalement de la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance et des polices d'assurance invalidité, facteur neutralisé en partie par l'incidence favorable des taux d'intérêt et des activités de placement relatives aux obligations au titre des polices d'assurance.

Le bénéfice net du secteur **Services aux investisseurs et trésorerie** s'est établi à 80 millions de dollars, en baisse de 3 millions par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient au fait que les revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans RBC Services aux investisseurs ont été largement neutralisés par la diminution des revenus liés à la gestion des liquidités et du financement et par la hausse des coûts liés aux infrastructures. Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a augmenté de 8 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui reflète principalement la hausse des revenus de change et l'augmentation des commissions de services de garde.

Le bénéfice net du secteur **Marchés des Capitaux** s'est élevé à 464 millions de dollars, en hausse de 93 millions, ou 25 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui découle principalement de la forte croissance des activités de prêt et de syndication de prêts aux États-Unis, ainsi que des activités de fusion et d'acquisition et des activités de montage en Amérique du Nord. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse du taux d'imposition effectif reflétant l'augmentation du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé, par l'augmentation de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats et par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, laquelle a trait essentiellement à deux comptes. Comparativement au dernier trimestre, le bénéfice net a augmenté de 54 millions de dollars, ou 13 %, en raison principalement des résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe reflétant l'accroissement des activités des clients et les conditions de marché favorables. L'augmentation est aussi attribuable à l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition, des activités de syndication de prêts et des activités de montage de prêts. Ces résultats ont été neutralisés en partie par la hausse du taux d'imposition effectif reflétant l'augmentation du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé, ainsi que par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances dont il est fait mention ci-dessus.

Capital – Au 31 janvier 2013, notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie calculé en vertu de l'accord de Bâle III, selon la méthode dite « tout compris », s'est établi à 9,3 %, en hausse de 90 points de base par rapport à notre ratio pro forma estimatif des capitaux propres ordinaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III de 8,4 % au dernier trimestre, résultat qui reflète le report de la mise en application réglementaire des exigences de fonds propres liées aux ajustements de l'évaluation du crédit et les solides capitaux autogénérés. En excluant les ajustements de l'évaluation du crédit, notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie a augmenté de 30 points de base ce trimestre.

Qualité du crédit – Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est élevé à 349 millions de dollars, en hausse de 82 millions par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat tient principalement aux dotations ayant trait à deux comptes de notre portefeuille de prêts de gros, facteur neutralisé en partie par la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit. La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 13 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui reflète essentiellement la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts de détail au Canada.

MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent communiqué portant sur les résultats, dans des documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC), dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à la croissance future de nos activités et de notre efficacité, à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, et comprennent les déclarations de notre président et chef de la direction. L'information prospective contenue dans le présent communiqué portant sur les résultats est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats opérationnels aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que la croissance future de nos activités et de notre efficacité, nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prédire les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, les risques liés à l'environnement réglementaire et juridique, à l'assurance, à la réputation et aux stratégies, ainsi que d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2012 et à la rubrique Gestion du risque de notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2013; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris ceux liés à la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act et aux règlements édictés aux termes de cette loi et ceux qui seront édictés, aux normes mondiales du Comité de Bâle sur la supervision bancaire liées à la réforme visant le capital et les liquidités, à la réforme concernant les dérivés hors cote, au système de paiements au Canada, aux mesures de protection des consommateurs et aux réformes réglementaires au Royaume-Uni et en Europe; la conjonction commerciale et économique générale et les conditions du marché financier au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités, y compris l'incidence de la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe et les niveaux d'endettement élevés des ménages canadiens; la cybersécurité; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales fiscales, monétaires et autres; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; notre capacité à attirer des employés et à les maintenir en poste; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et nos contreparties; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution ainsi que l'incidence des questions d'ordre environnemental.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives de ce communiqué portant sur les résultats sont présentées à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, sous la rubrique Perspectives et priorités de notre rapport annuel 2012, et sont mises à jour à la rubrique Vue d'ensemble de notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2013. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel aux actionnaires de 2012, ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque de notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2013.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent communiqué portant sur les résultats. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent communiqué portant sur les résultats sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

ACCÈS AUX DOCUMENTS TRAITANT DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les investisseurs, médias et autres parties intéressées peuvent consulter le présent communiqué portant sur les résultats trimestriels, les diapositives sur nos résultats trimestriels, de l'information financière supplémentaire ainsi que notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2013 en visitant notre site Web, à l'adresse rbc.com/investisseurs.

Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels et diffusion Web

La conférence téléphonique sur les résultats trimestriels aura lieu le jeudi 28 février 2013 à 9 h (HNE) et comportera une présentation par les dirigeants de RBC de nos résultats pour le premier trimestre. Cette présentation sera suivie d'une période de questions pour les analystes.

Les parties intéressées pourront écouter en direct la conférence téléphonique en accédant à l'adresse www.rbc.com/investisseurs/ir_events_presentations.html ou en composant le 416-340-2217 ou le 1-866-696-5910 et en entrant le code d'accès 1853457#, entre 8 h 50 et 8 h 55 (HNE).

Les commentaires de la direction seront affichés sur notre site Web peu après la conférence téléphonique. De plus, il sera possible d'écouter un enregistrement de la conférence dès le 28 février 2013 à 17 h (HNE), et ce, jusqu'au 30 mai 2013, en accédant à l'adresse www.rbc.com/investisseurs/ir_quarterly.html ou en composant le 905-694-9451 ou le 1-800-408-3053 et en entrant le code d'accès 3629188#.

Renseignements aux médias

Tanis Feasby, directrice générale, Communications financières, tanis.feasby@rbc.com, 416-955-5172 ou 1-888-880-2173 (ligne sans frais à l'extérieur de Toronto)

Rina Cortese, Relations avec les médias, rina.cortese@rbc.com, 416-974-5506 ou 1-888-880-2173 (ligne sans frais à l'extérieur de Toronto)

Renseignements aux investisseurs

Amy Cairncross, vice-présidente et chef, Relations avec les investisseurs, amy.cairncross@rbc.com, 416-955-7803

Karen McCarthy, directrice générale, Relations avec les investisseurs, karen.mccarthy@rbc.com, 416-955-7809

Lynda Gauthier, directrice générale, Relations avec les investisseurs, lynda.gauthier@rbc.com, 416-955-7808

Robert Colangelo, directeur général associé, Relations avec les investisseurs, robert.colangelo@rbc.com, 416-955-2049

APERÇU DE RBC

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. Elle est la plus importante banque au Canada au chapitre de l'actif et de la capitalisation boursière et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services aux investisseurs et des services bancaires de gros. Nous comptons environ 80 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de plus de 15 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 49 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent communiqué portant sur les résultats comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC et RBC SERVICES AUX INVESTISSEURS, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.